

[Traduction]

LA CONDITION FÉMININE

LES PROGRÈS DUS AUX MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, le gouvernement s'est donné pour priorité de réaliser l'égalité économique et sociale des femmes. Il a présenté des lois qui amélioreront la situation financière des femmes à faible revenu et multiplieront les possibilités de formation, des mesures de réforme de la loi du divorce, une loi facilitant l'application des ordonnances de pension alimentaire, d'autres dispositions qui permettront de lutter plus efficacement contre les émissions qui vont trop loin et la pornographie, et des mesures qui font disparaître la discrimination contenue dans la Loi sur les Indiens ainsi que d'autres inégalités.

Entre septembre 1984 et mars 1986, quelque 293,000 emplois ont été créés pour les femmes. Le chômage des femmes a diminué de 1.9 p.100 depuis septembre 1984. Comparez ce taux à celui du dernier mandat de nos prédécesseurs au cours duquel il a augmenté de 3.4 p.100. Et qui plus est, ce gouvernement continuera sur sa lancée et n'aura de cesse que lorsque l'égalité complète pour les femmes aura été réalisée.

* * *

LE REVENU NATIONAL

LA NOUVELLE CONCERNANT LA FERMETURE D'UNE SOCIÉTÉ PARCE QU'ELLE DOIT DE L'IMPÔT

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le gouvernement parle de consultations au sujet de Revenu Canada. Nous avons entendu les propos très sévères de l'ancien critique du ministre à l'endroit du gouvernement. Pourtant, ce même gouvernement est disposé à fermer les portes d'une entreprise à Peterborough, la Friedrich Industries, qui compte 175 employés, sous prétexte que cette compagnie lui doit apparemment de l'impôt.

Bien que la banque soit disposée à refinancer l'entreprise, que l'*Ontario Development Corporation* affirme que celle-ci est viable, que la compagnie elle-même ait pris des dispositions pour effectuer ce remboursement et que le député progressiste conservateur de Peterborough (M. Domm) ait exhorté le ministre à reconsidérer sa décision, ce dernier a préféré faire la sourde oreille et fermer l'établissement, ce qui privera de leur emploi 175 habitants de Peterborough. Or, nous devons cette situation au fait que le ministre n'est pas disposé à prendre connaissance du programme de refinancement proposé, dans le cadre duquel la compagnie pourrait verser \$25,000 par semaine pendant une période de 10 semaines.

● (1405)

Est-ce bien ce gouvernement qui prétend se soucier du bien-être des travailleurs? S'agit-il d'un ministre du Revenu national (M. MacKay) qui prête une oreille attentive non seulement

Article 21 du Règlement

à l'opposition, mais aussi à ses propres collègues? J'exhorte le ministre . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Soixante secondes.

* * *

L'ÉNERGIE

ON DEMANDE D'AIDER LE SECTEUR PÉTROLIER

M. Paul Gagnon (Calgary-Nord): Monsieur le Président, l'effondrement des prix pétroliers a créé une situation critique à Calgary. Par exemple, les fonctionnaires des centres d'assurance-chômage travaillent 68 heures par semaine pour répondre à l'avalanche de réclamations. Comparativement à la même époque l'an passé, les 16,400 réclamations au cours des sept dernières semaines représentent une augmentation de 57.5 p. 100 . . . Oui, monsieur le Président, 57.5 p. 100.

Ce sont 16,400 cas de désespoir, de rêves brisés, de difficultés, de déménagements forcés.

Le gouvernement doit agir sans tarder et venir en aide à cette industrie.

* * *

L'IMMIGRATION

LES TRANSFUGES DE L'ARMÉE RUSSE EN AFGHANISTAN—L'OFFRE DE PARRAINAGE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je prends la parole au nom d'un groupe d'intervention formé par la collectivité ukraino-canadienne de Winnipeg et dirigé par le professeur Roman Yereniuk. Il aimerait qu'on encourage et autorise à venir s'établir au Canada les six soldats transfuges de l'armée soviétique qui sont actuellement en Afghanistan.

Le groupe d'intervention est disposé à parrainer Egon Kovalchuk, un des six transfuges, et à s'occuper de lui ici au Canada. Il cherche d'autres groupes ethno-culturels qui accepteraient de parrainer les cinq autres transfuges. Le groupe est d'avis qu'on les a traités injustement en leur faisant accroire qu'ils pourraient facilement s'établir au Canada. Malheureusement, le gouvernement a mal défendu leur cause et les a abandonnés dans un territoire détenu par des rebelles.

Cette offre sincère de la part de Canadiens soucieux prouve que le public tient à ce qu'on sauve ces six hommes. En tant que député d'une circonscription comme Winnipeg-Nord où toutes sortes de nationalités sont représentées, je peux assurer à la Chambre que cette offre d'assistance reflète l'opinion de beaucoup d'immigrants canadiens et que le groupe d'intervention va prendre d'autres mesures pour s'assurer que ces prisonniers de guerre pourront commencer une nouvelle vie au Canada.

M. le Président: A l'ordre. Les 60 secondes sont écoulées.